



Le syndicalisme et la fréquentation scolaire

Il ne faut jamais dire: "Fontaine, je ne boirai jamais de ton eau". Car, dans la vie, il faut parfois changer d'idée et reconnaître que nos adversaires ont raison. C'est ce qui se produit aujourd'hui relativement à la fréquentation scolaire.

Vous vous souvenez sans doute que les Unions internationales mènent le bon combat depuis plus d'un quart de siècle pour obtenir la fréquentation obligatoire et la gratuité des livres. On ne se remémore pas ces luttes homériques sans que nous viennent à l'esprit les injures, les quolibets dont on abreuvait alors les tenants de l'école obligatoire, sans parler des foudres dont on les menaçait: ils n'étaient que des socialistes, des francs-maçons, des ennemis de l'Eglise tout au plus dignes du feu de l'enfer.

Comme les temps ont changé! Après plusieurs adhésions en hauts lieux, voire dans le clergé, ne voilà-t-il pas que les syndicats catholiques et nationaux voués à la destruction du trade-unionisme international qu'ils prétendent avoir la mission de supplanter, se rallient au point de vue des trade-unionistes internationaux. En effet, cette semaine, le comité exécutif de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada a soumis aux congressistes, réunis en notre ville, un intéressant rapport sur la fréquentation scolaire obligatoire, signalant que "l'école obligatoire nous paraît devenue nécessaire dans les centres urbains". Si ce n'était faire preuve de malice, nous leur rappellerions les paroles historiques: "Fier Sicambre, courbe-toi, brûle ce que tu as adoré, adore ce que tu as brûlé".

Par les extraits que nous puisons dans le rapport du comité exécutif de la Confédération des travailleurs catholiques, vous constaterez que leurs arguments se rapprochent assez de ceux que nous avons toujours invoqués en faveur de l'instruction obligatoire:

"... Le nombre alarmant de 80% des enfants qui quittent l'école dès la cinquième année constitue le trait particulièrement angoissant de notre problème scolaire. (Ces enfants n'ont alors que douze ou treize ans. L'âge le plus critique entre l'enfance et l'adolescence qui commence à seize ans. Avant seize ans, l'enfant ne peut fréquenter ni le cinéma, ni la salle de billards, ni tavernes, ni ne peut travailler dans les manufactures. Cependant il peut quitter l'école à n'importe quel âge, courir les rues et travailler à des emplois de fortune et s'exposer à mille dangers d'ordre moral contre lesquels il n'est pas préparé.)

"Dans un travail remarquable, le R. P. Jacques Cousineau, s.j., a montré que la désertion prématurée de l'école primaire est, pour une bonne part, attribuable au trop grand nombre d'élèves qui doivent doubler la 4e, 5e ou 6e année." Cependant, les syndicalistes catholiques croient préférable

de faire des réserves, ne voulant étendre tout d'abord l'obligation scolaire qu'aux grands centres, lorsqu'ils disent:

"Maints corps publics, depuis quelques années, se sont prononcés pour la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans dans les centres urbains. Devant l'étendue du mal constaté après une enquête approfondie, l'Alliance catholique des institutrices de Montréal s'est résolue elle-même à revendiquer ce remède. Le Conseil de l'instruction publique, avec l'autorité qu'on lui reconnaît, ayant examiné tous les aspects d'une loi d'obligation scolaire, préférerait confier à toutes les commissions scolaires de chaque ville ou cité, le soin d'adopter une loi suivant les besoins de leur localité."

Malgré que nous ne voyions pas tout à fait du même oeil le problème, nous concédons qu'il vaut mieux avoir l'obligation scolaire dans les villes que de ne rien avoir du tout: Paris ne s'est pas bâti en un jour, n'est-ce pas? Quant à compter sur les commissions scolaires rurales pour imposer cette réforme, nous n'y voyons rien qui vaille, "dans le Québec rien ne doit changer", selon le roman de Louis Hémon. Et c'est le point de vue qui prévaut hors des grands centres urbains. Espérons, toutefois, que si le gouvernement se décidait une bonne fois à nous imposer l'obligation scolaire dans les villes, il se rendrait bientôt compte que ce bienfait doit sans tarder être étendu à nos villageois et campagnards qui en ont autant besoin que les citadins, un bon nombre d'entre eux abandonnant tôt ou tard leur village ou leur campagne pour s'installer dans les villes.

Après quelques remarques fort opportunes sur les conditions qui empêchent les enfants de fréquenter l'école; meilleure répartition des richesses pour l'amélioration de la condition économique des familles ouvrières pour leur permettre de laisser leurs enfants à l'école, besoin du travail des enfants, négligence égoïste des parents, lâcheté et paresse des enfants désertant l'école, ambition de gagner de l'argent, etc., le rapport en question continue:

"Il y a une quarantaine d'années l'état de choses décrit précédemment existait pareillement au sein de notre peuple,

(Suite à la quatrième page)

Campagne de propagande des barbiers

Les membres de l'Union locale 455 des compagnons barbiers se proposent de poursuivre une campagne de propagande et de recrutement durant la saison d'automne.

Cette campagne aura pour but d'intéresser les anciens et les nouveaux membres à adhérer à l'Union internationale en prévision du 40e anniversaire que le local célébrera le 6 avril 1943.

Cet événement social a donné lieu à une longue discussion, au cours de la réunion du local 455, mardi dernier, sous la présidence de M. Bruno Roy.

D'après les opinions émises sur le spectacle qui devra être étudié par les intéressés, il semble tout probable que cet anniversaire sera célébré par un grand banquet auquel les notables du mouvement ouvrier seront invités à participer.

La question qui fit le sujet d'un débat intéressant est celle que les compagnons barbiers tiennent à être reconnus comme non-producteurs. Les barbiers ne vendent aucune marchandise ou article de commerce et leurs services sont d'une nature personnelle.

Ils insisteront auprès du Conseil national du travail en temps de guerre pour être exemptés du plafonnement des prix, comme le sont les barbiers des Etats-Unis.

Comme l'on sait, M. Frank Giroux est parti pour Toronto où il doit rencontrer le président général de l'Union internationale et vice-président général de la Fédération Américaine du Travail, M. W. E. Birthright, pour discuter avec lui cette question vitale.

M. Bruno Roy, président, est de nouveau en deuil, par la perte de son beau-frère. Une résolution de condoléances a été adoptée à son égard.

Le différend de la Canadian Marconi à l'arbitrage

Le Dr Gaspard Fauteux, député libéral de Sainte-Marie aux Communes, présidera les délibérations du comité d'arbitrage fédéral qui enquêtera sur le différend survenu entre la Canadian Marconi Company, de Montréal, et ses employés, membres de l'Union "Marconi" du Conseil des Métiers de la métallurgie.

Ce comité d'arbitrage a été formé par le ministère fédéral du Travail à la demande des employés. L'hon. sénateur Elie Beauregard représentera la compagnie, et Me Drummond Wren, de Toronto, sera le représentant des ouvriers.

La principale requête des employés a trait à la reconnaissance de l'Union internationale; ils veulent aussi négocier une entente de travail à propos des salaires.

M. R. Barnett élu président

Le Conseil des Métiers et du Travail d'Ottawa a procédé à l'élection d'un nouveau président et d'un secrétaire-trésorier. M. Robert Barnett a été élu président, en remplacement de M. D.-H. McLaughlin, devenu membre du personnel de la Commission de l'assurance-chômage, à Sarnia, Ont. M. L.-N. Tremblay a été élu à la position de secrétaire-trésorier, en remplacement de feu Rod Plant, décédé récemment.

La création d'un parti ouvrier à l'étude

Lorsque les délégués qui assistaient à la conférence de la Fédération provinciale du Travail, qui se tenait à Québec au mois de juillet dernier, donnèrent instructions à l'exécutif de la Fédération de préparer un programme pour un Parti Ouvrier, ils ne concevaient pas l'énorme travail qu'ils imposaient ainsi à leurs officiers.

La préparation d'un tel programme, qui doit nécessairement comporter les revendications non seulement de la classe ouvrière mais de toutes les classes de la société, doit nécessairement prendre en considération les demandes qui ont été faites par les corps publics.

Afin de faciliter ce travail, l'exécutif a tracé les grandes lignes de ce qu'un tel programme doit préconiser. Les considérations suivantes ont dû être examinées:

(1) La déclaration de principes du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

(2) Les revendications des unions ouvrières internationales dans la province de Québec.

(3) Le développement économique de notre province afin d'éliminer le chômage.

(4) La possibilité d'établir des caisses de crédit industriel afin d'encourager de nouvelles entreprises à s'établir dans le Québec; des caisses de crédit agricole qui permettraient aux fermiers d'obtenir l'outillage nécessaire afin d'entreprendre la culture de récoltes plus rémunératrices; crédit des caisses de prêt familial afin de faciliter la fondation de nouveaux foyers et aider aux ouvriers à consolider leurs dettes.

(5) Certaines améliorations dans notre régime parlementaire qui donneraient aux citoyens de notre province un gouvernement plus représentatif.

(6) Des améliorations dans l'administration de la finance provinciale qui permettraient aux contribuables de jouir d'une réduction des taxes et de pourvoir à l'amortissement de la dette provinciale suivant un plan bien établi. Une Commission du Service civil constituée de façon à obtenir pour le gouvernement des fonctionnaires entendus.

(7) De trouver un plan pour que nos colons ne soient pas envoyés sur des terres de granit et la réhabilitation de nos villages quasi abandonnés.

(8) L'expropriation des services publics et leur administration par des corps publics.

(9) La formation de coopératives qui pourraient servir d'intermédiaires entre les fermiers et les consommateurs.

(10) Etudier sérieusement la possibilité de donner une allocation familiale à toutes les mères de famille ayant plus de trois enfants.

(11) Une étude très sérieuse de l'instruction publique dans notre province afin de trouver le moyen de donner à la population du Québec une formation lui permettant de faire face aux exigences de la vie moderne.

(12) Une étude approfondie du pacte confédératif de 1867 et la division des pouvoirs entre les provinces et le fédéral afin de savoir s'il serait possible de préconiser un code du travail uniforme pour toutes les provinces.

(13) Examiner les programmes des partis ouvriers de l'Australie, de l'Angleterre, de la Nouvelle-Zélande et d'ailleurs.

Ceci peut donner un aperçu du travail déjà fait à nos confrères qui ont exprimé leur impatience du délai apporté à la formulation de ce programme; c'est aussi une preuve que les officiers n'ont pas perdu leur temps depuis la conférence de Québec.

Le travail déjà fait montre l'ampleur du sujet à traiter et les précautions à prendre pour ne pas faire fausse route. On ne met pas sur pied un parti politique, à plus forte raison, un parti ouvrier, sans faire une étude approfondie des conditions particulières de la province ou du pays dans lequel ce parti doit plus tard évoluer. C'est pourquoi le projet n'avance pas assez vite aux yeux de quelques-uns de nos amis que nous tenons à rassurer en leur démontrant que les officiers ne perdent pas de vue la mission qu'on leur a confiée.

Réunion des cigariers et cigarières

Nous sommes heureux d'apprendre qu'on veut faire revivre l'Union locale 58 de l'Union internationale des cigariers, à Montréal. Cette union est celle qui a tracé le sillon de l'unionisme en notre ville, il y a 62 ans. Nous espérons que les jeunes d'aujourd'hui sauront suivre les principes que l'Union locale d'alors a toujours préconisés.

Il nous fait donc plaisir d'annoncer une grande assemblée pour tous les cigariers et cigarières, laquelle aura lieu dimanche, le 27 septembre, à 2 heures de l'après-midi, à la salle des cordonniers, 1331A, Est, rue Sainte-Catherine. M. D.-W. Kennedy sera présent.

Nous gagnerons la guerre. Il faut aussi gagner la paix. Sauvegardez vos économies en les plaçant dans les Certificats d'épargne de guerre.

La division des travailleurs est une perte de temps pour leur avancement

Nous continuons aujourd'hui la série de nos articles sur le besoin de l'unité ouvrière, sur les efforts que doivent faire les ouvriers pour rester unis dans une seule et unique union ouvrière.

La division des travailleurs est une perte de temps considérable pour leur avancement. Quelle puissance aurait l'Union ouvrière si tous ses adhérents avaient le sens véritable de la compréhension d'être un corps compact et inébranlable au moment critique!

Dans bien des cas, les ouvriers sont indécis quand ils doivent décider à quelle union ils doivent adhérer. Pourtant, il est bien simple de le savoir. Ils n'ont qu'à exercer leur jugement, ils n'ont qu'à regarder autour d'eux: ils verront les succès obtenus par les Unions internationales. Donc, c'est à celles-ci que doivent appartenir les ouvriers qui sentent le besoin de s'organiser pour améliorer leur sort.

Après réflexions faites, y adhérer et s'y attacher de façon à ce que rien au monde ne puisse les ébranler pour les faire tomber dans le gouffre de la division, les entraînant à la non-réussite de leurs projets. Donc, en restant unis dans une union stable et responsable, ils peuvent être assurés que leurs projets tant désirés se réaliseront pour leur mieux-être et celui de leur famille.

C'est si facile, quand on veut s'en donner la peine, de faire les constatations nécessaires. Pour cela, il ne s'agit que de se rendre aux réunions de l'Union assidument et d'y puiser les principes qui l'animent.

Travailleurs qui sentez le besoin d'une organisation solide, écoutez les bons conseils des directeurs de l'Union, eux qui se dévouent constamment pour faire établir des salaires selon les mérites et la valeur du métier ou de la profession qu'ils représentent et à faire obtenir aux ouvriers des conditions de travail supérieures à celles qu'ils possèdent actuellement.

Il nous semble, soit dit en passant, que notre remontrance hebdomadaire commence à porter ses fruits.

BEN. DROLET.

Le local 249 accorde son appui financier aux opticiens

Une décision grave a été prise au cours de la réunion du Local 249 des travailleurs en chaussures mercredi soir.

Il s'agissait de nouveau du cas de la firme Narwill Shoe au sujet du contrat d'Union existant entre la compagnie et la B.S.W.U. Comme l'on sait, a dit M. C. McKercher, agent d'affaires, il existe un désaccord qui a surgi entre les employés et la compagnie au sujet du boni de vie chère, le 24 août dernier.

Après plusieurs entrevues avec la direction de la compagnie et desquelles aucune entente n'a pu être conclue, la compagnie demande de bien vouloir la relever temporairement de ses obligations envers son contrat avec la B.S.W. Union.

Dans une circonstance pareille, ajoute M. McKercher, la B.S.W. Union ne peut maintenir plus longtemps son contrat, dû au fait que celui-ci avait été violé par un groupe d'employés mécontents, en déclarant une grève le 24 août dernier. Une des clauses du contrat stipule qu'un avis de 90 jours doit être donné de part et d'autre pour le terminer.

Toutefois on s'attend à d'autres développements dans cette affaire. Il est regrettable d'annoncer, souligne M. McKercher, que les produits de cette compagnie vont être privés du privilège de l'étampe de l'union. Ce rapport fut approuvé à l'unanimité.

L'exécutif recommande que le Local 249 accorde son appui moral et financier, aux mécaniciens opticiens en grèves et recommande aussi qu'une campagne de recrutement soit entreprise durant la saison d'automne.

A l'issue de la séance une minute de silence fut observée comme marque de sympathie à l'adresse, de MM. A. Henrichon et Charles St-Pierre à l'occasion du décès de leurs frères et à M. Henri Gignac pour la perte de sa belle-mère.

Ajournement au mercredi, le 30 septembre.

Ouverture du Congrès de la Fédération des métiers de l'imprimerie

C'est aujourd'hui, le 26 septembre, que s'ouvre, en notre ville, la première conférence de la Fédération des Unions internationales des métiers de l'imprimerie, sous la présidence de M. Charles Coutu, président de la Fédération.

Cet important congrès tiendra ses assises samedi et dimanche aux quartiers généraux des métiers de l'imprimerie, 909, boulevard Saint-Laurent. On compte que les unions locales des Unions internationales des métiers de l'imprimerie des villes de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, et d'autres centres de la province seront représentées par un grand nombre de délégués. L'agenda de cette première conférence des ouvriers des métiers de l'imprimerie est fort chargé, car on y étudiera particulièrement la situation de l'industrie en temps de guerre en regard des lois qui nous régissent. On y adoptera la constitution définitive de la Fédération.

MM. J.-E. Beauvain et Marcel-E. Francq, président et secrétaire de la Fédération provinciale du Travail de Québec, seront les invités d'honneur.

On s'attend à un succès de ce premier congrès et on anticipe que les questions à l'ordre du jour seront étudiées à la lumière des événements qui obligent les ouvriers de l'imprimerie à modifier leur genre de vie et leurs méthodes de production.

A. Catellier président du Local 115

A une récente réunion de l'Union amalgamée des ouvriers de la confection pour hommes, local 115, on procéda à l'élection des officiers. Le résultat est le suivant: Président, A. Catellier; vice-président, C. Lalumière; secrétaire - correspondant, archiviste et financier, A. Boucher; délégués au Conseil conjoint: A. Catellier, A. Cherrier, M. Alexandre, M. Cormier et A. Léveillé.

L'exécutif se composera de Mme Yvonne Beauchamp, MM. A. Robert, N. Delisle, A. Daudelin, N. Parent, E. Gauthier, A. Chaput et M. Gratton, ainsi que de MM. A. Catellier, président; C. Lalumière, A. Boucher, J.-B. Sabourin, A. Cherrier, Emile Marille, M. Gauthier, E. Daudelin, N. Lacasse, N. Cormier, A. Léveillé, Côme Roy, C. Lamothe, G. Desserres, A. Dubois, M. Alexandre et A.-D. Deschênes.

Le Bureau conjoint a demandé aux unions locales de bien vouloir accepter le système de paiement à la source (check-off) des cotisations mensuelles. Les raisons invoquées à l'appui de cette demande sont que ce système de perception assurerait les ressources nécessaires pour administrer l'Union avec plus d'efficacité et supprimerait d'un seul coup toutes les négligences, procurerait de plus amples revenus et permettrait de même de faire bénéficier les membres des avantages de l'Union tout en rendant aux unionistes les services les plus signalés.

Après avoir pris connaissance de la demande du Conseil conjoint, l'exécutif du local 115 a fortement recommandé l'adoption de ce mode de perception des cotisations. Il faut souhaiter, de dire M. A. Duquette, agent d'affaires, que tous les membres sauront comprendre et apprécier ce nouveau système.

Réunion au Canada

On nous annonce d'Ottawa que les partis ouvriers du Commonwealth britannique tiendront peut-être une conférence au Canada, l'été prochain. Ce sera la première réunion de ce genre dans le pays, déclare M. David Lewis, secrétaire national de la C.C.F. Si l'invitation est acceptée, la conférence sera tenue à Ottawa ou à Vancouver.

L'agenda de la réunion est encore à l'étude.

LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL - MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. - Meets every 1st and 3rd Thursday of each month - s'assemble le premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue LaGauchetière Est. Président, Paul Fournier 1440 Bligny; secrétaire-correspondant - correspond-ing-secretary, J. E. Gaiçpy, 11, rue Saint-Paul ouest, Tél. I.A. 5361; vice-présidents Onésime Renaud, 909, boulevard St-Laurent; J.-M. Shannon, 406, rue Champ-de-Mars, Tél. BB. 182.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. - To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176, Jacques Cartier Typographical Union No. 145, Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union No. 25. Associate member: Amalgamated Lithographer of America No. 27; President, W. Forrest; vice-président, C. Arpa; Recording Secretary, Georges Bruonelles; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre-Dame St. W., Tel. MA. 7489; Executive, John Moore, Alfred Quéry and John C. Kelly; Auditors, J. A. Ricard and J. D. Kelly. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. - S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Joseph Saint-Hilaire, 4115, rue Papineau, Tél. CH. 7174; secrétaire-trésorier, Chs.-E. Chalifour, 7430, rue Christophe-Colomb, Tél. DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176. - Meets first Sunday of each month at the Mount Royal Hotel. R. M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame St. W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; Tel. MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS - MENUISIERS D'AMERIQUE - MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. - Président Ferdinand Doucet; vice-président, Elzéar Bernier; secrétaire, Edouard Larose; trésorier, E. Lanthier; exécutif, J.-A. Chamberlain, Emery Lanthier, B. Labelle; gardien, Georges Bélar; agent d'affaires Edouard Tonsaint.

Assemblée chaque mercredi, à 8 h. du soir, au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, chambre 11, N. L'honneur, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, chambre 10, Eudore Primeau, secrétaire, 116 - 4e Avenue, Verdun.

U. L. 1224, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, à 1252, rue Stanley, H. H. Salter, secrétaire, 2282, avenue Oxford N. D. G.

U. L. 1390 s'assemble tous les 1er et 3e lundis, 4030 ouest, Notre-Dame; H. Martin, secrétaire, 2845 rue Claude Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1er lundis, à 168 - 1ère Avenue, Lachine, H. H. Daoust, secrétaire, 159 - 1ère Avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble les 2e et 4e vendredis, à 2138, rue Valois, Charles Thibault, secrétaire, 2485, rue Origan. Membres Associés ce local s'assemblent le 2e mardi au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. - MONTREAL TRAMWAYS EMPLOYEES' UNION Local 790, Amalgamated Association of Street Electric Railway and Motor Coach Employees of America. - Quartiers généraux. - Headquarters, 1153, St-Denis, Tel. I.A. 2503. Officiers - Officers: Elphège Beauvain, président et agent d'affaires; Jean Renaud, vice-président; O.-A. Neveu, sec.-financier; Victor Trudeau, assistant agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Joseph Barbusel, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1070, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédent l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349. - S'assemble tous les lundis du mois au No 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, René Gervais 4296 Marquette, Tél. FR. 4119; Tél. FR. 4158; secrétaire-correspondant, vice-président, J. L. Morel 1159 Amburst; René Demers, 1009 Sherbrooke est, Tél. AM. 1991; trésorier, L.-P. Boisselle, 564, rue Goussard; secrétaire-financier, Ernest Desève, 6033, rue St-Dominique; conducteur, A. Goussard, 9078B est, rue Notre-Dame, Auditeurs: Arthur Bois-menu, 4621 rue Colonial; H. Ledue, 2492A, est, rue Demonty; Marc Prévost 8548 Chateaubriand; Sentinelle, Marc Prévost; gardien, Jos. Girard, 8145, rue St-André; agent d'affaires, Edgar Gilbert, bureau 909, boul. St-Laurent, chambre 31, Tél. PL. 7374.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. - BOOT & SHOE WORKERS' UNION. - S'assemble tous les mercredis soirs à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Giroux, 3446 Dorlon; vice-président, René Champagne, 10045 Sackville, DU. 351; 2e vice-président, Alex Santa, 3669 St-Dominique; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112, rue Wolfe; secrétaire-financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331A est, rue Ste-Catherine. Tél. CH. 6511, président, Cl. 7125; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670, rue Papineau, Tél. AM. 7662; sentinelle, Thibault Leclair, 1368 est, rue Ste-Catherine. L'exécutif s'assemble le 1er et le 2e vendredi du mois, à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président Rosario Herbert, 3524 Dorlon, CH. 3987; vice-président, Mlle Alice Riendeau, 921 Dorchester est.; secrétaire, Jos. Beaurgard, 1598 rue Beaudry.

Importante réunion des débardeurs

L'Association internationale des débardeurs du port de Montréal, local 375, a réuni, dimanche dernier, un grand nombre de ses membres disponibles afin de leur apprendre la situation précaire qui existe au port de Montréal.

M. Karl Trolsaas, président, renseigna les intéressés sur la rumeur que le port de Montréal allait être fermé. Après une enquête poursuivie par M. Trolsaas, il apprit qu'à partir du 30 septembre prochain, aucun océanique ne viendrait à Montréal, dû au fait que les sous-marins ennemis coulent trop de navires dans le golfe Saint-Laurent. M. Trolsaas déclare avoir été notifié officiellement par le directeur du British Shipping Board à ce sujet.

M. Trolsaas a aussi annoncé qu'il avait reçu une demande pour savoir combien il y avait de débardeurs qui désiraient aller travailler à Saint-Jean et à Halifax, au cas de besoin. Sur ce, M. Trolsaas a promis de faire une enquête, mais il a informé les membres que ceci n'aurait lieu qu'à la condition que les débardeurs des ports de Saint-Jean et d'Halifax n'aient aucune objection.

M. Trolsaas insista pour que les membres assistent nombreux à la prochaine assemblée qui aura lieu dimanche, le 4 octobre prochain.

L'Union des machinistes, Loge 712 de l'aviation, a reçu l'appui moral des débardeurs afin d'obtenir le boni de vie chère.

M. Georges Duchaine, interprète, donna lecture de lettres de remerciements de la part des confrères Lapalme, Rivard, Langlois et Ferguson, présentement en service en Angleterre, lesquels adressèrent leurs sincères remerciements et leur vive appréciation aux membres du Local 375, pour la réception de 1,000 cigarettes chacun, don du Local.

M. Donat Bibeault, agent d'affaires,

res, a fait un excellent relevé du travail accompli durant les deux dernières semaines dans le port de Montréal, lequel rapport intéressa les membres.

Suivait, le rapport financier de M. J.-M. Shannon, secrétaire-trésorier. M. Paul-E. Bonnier, vérificateur agréé de l'Association, rapporte qu'il a examiné les livres du secrétaire-trésorier qu'il a trouvés en parfait ordre.

L'assemblée s'ajourna au dimanche, 4 octobre prochain.

Deux contrats collectifs relatifs aux débardeurs

Le ministre provincial du Travail annonce cette semaine, dans la Gazette officielle de Québec, la mise en vigueur de deux contrats collectifs de travail relatifs aux débardeurs affectés à la navigation océanique et aux "doubleurs" employés au port de Montréal. Les Locaux 375 et 1552 de l'Association internationale des débardeurs et les principales compagnies de navigation océanique en sont les signataires.

Le premier contrat, celui des débardeurs, accorde aux ouvriers deux bonis s'élevant à 15 cents de l'heure. Le premier, un boni de guerre de 8 cents, avait été établi en 1940, par la Commission d'enquête présidée par l'hon. juge J.-G. Gillanders, et le second, un boni de vie chère de 7 cents de l'heure, fixé récemment par le Conseil national du travail en temps de guerre. Cette dernière indemnité variera suivant les fluctuations du coût de la vie.

Le second contrat, celui des "doubleurs", accorde aussi deux indemnités analogues aux ouvriers qui y son assujettis. On se demande, toutefois, quel profit en tireront les intéressés si le port de Montréal est fermé le 30 septembre, comme on le dit.

Les employés de tavernes demandent 58 cents de l'heure

Une assemblée générale de l'Union des employés de tavernes, local 200, aura lieu dimanche, le 27 septembre, à 2 h. 30 de l'après-midi, au No 1331A, rue Sainte-Catherine Est.

Un télégramme a été envoyé au ministre du Travail et président du Conseil régional du travail en temps de guerre, à Québec, l'hon. Edgar Rochette, l'informant de la décision prise par le comité d'enquête du local 200 relativement à l'augmentation des salaires de base, soit: commis de comptoir, de 45 cents à 58 cents de l'heure; garçons de table, de 32½ cents à 43 cents de l'heure.

Cette décision a été prise après une étude approfondie de l'échelle des salaires. M. Charles Lalonde, secrétaire des finances, expliqua la raison motivant l'augmentation des salaires de base.

M. W.-A. Brunet, trésorier, sera à son bureau de 1 à 2 heures de l'après-midi, pour recevoir les contributions ainsi que le rapport des percepteurs.

M. Roméo Savard, directeur du recrutement, invite tous ceux qui veulent faire partie de son comité, de se rendre pour 1 h. 30, afin de recevoir les renseignements voulus.

M. Jos. Robillard, président, fait un appel à tous de venir à cette assemblée des employés de tavernes.

Cette assemblée sera sous les auspices du Comité d'organisation du Conseil des Métiers et du Travail. On mentionne comme orateurs MM. J.-W. Lenger, Arthur Cadotte, Lionel Thibault et R.-E. Johnstone, organisateur de l'Alliance internationale des commis de bar et des employés d'hôtels et de restaurants.

RENOMMÉ DEPUIS DES ANNÉES. PLUS FORT! PLUS SAVOUREUX!



10 oz. \$1.15
26 oz. \$2.70
40 oz. \$3.90

PRODUIT DE MELCHERS DISTILLERIES LIMITED, MONTREAL ET BERTHIERVILLE.

LE GENIÈVRE À DOUBLE ACTION



La véritable saveur de Hollande fait de Kuyper le Gin-Genièvre qui se vend le plus dans la province de Québec et dans le monde entier.

10 ONCES, \$1.15
26 ONCES, \$2.70
40 ONCES, \$3.90

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de John de Kuyper & Son, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. 341FR

MAISON FONDÉE EN L'AN 1695

M. Gilbert donne sa démission comme organisateur des peintres

L'assemblée de l'Union locale 349 des peintres débuta, lundi soir, par l'admission de plusieurs nouvelles recrues. Le président Raoul Gervais leur fit prêter l'obligation de rester fidèles aux règlements de la Fraternité des peintres, décorateurs et tapissiers d'Amérique.

L'Union locale était honorée de la visite de M. Fred Molineux, organisateur général de l'Union internationale des peintres pour le Canada. Ce dernier s'est appliqué à donner des renseignements sur certaines clauses de la constitution ayant un intérêt général.

Ce fut une véritable surprise lorsque M. Edgar Gilbert annonça qu'il avait remis sa démission d'organisateur local à M. Fred Molineux, après avoir servi l'Union internationale pendant plus de 22 mois.

Cette démission prendra effet samedi, le 26 courant. Cette question souleva une discussion laissant voir les regrets de l'attitude de M. Gilbert. M. Fred Molineux affirma qu'en effet il avait en mains la démission de M. Edgar Gilbert depuis vendredi, le 12 septembre; toutefois il dit qu'il avait l'intention de tenir le bureau ouvert à 909, boulevard Saint-Laurent encore pour un mois.

M. Gilbert a donné pour justifier son attitude des raisons personnelles et de santé. A ce sujet, un avis de motion a été présenté par le vice-président J.-L. Morel, à l'effet de proposer la nomination d'un nouvel agent d'affaires, laquelle proposition sera décidée à la prochaine réunion, lundi, le 28 courant.

Les membres apprirent que le boni de vie chère de 5 cents l'heure, accordé par le Conseil régional du travail en temps de guerre, avait été déclaré rétroactif du 1er septembre, et sera appliqué à tous les ouvriers de l'industrie du bâtiment.

Le président Raoul Gervais intéressa la nombreuse assistance sur les délibérations du Conseil des Métiers et du Travail. Il rappela que le secrétaire J.-E. Gariépy avait donné des explications sur le fonctionnement du Service national sélectif et que le Conseil avait adopté sur division une résolution demandant la libération du camp d'internement de M. Camillien Houde, ex-maire de Montréal.

A l'issue de la séance, M. J.-L. Morel a été élu par une forte majorité délégué au Conseil des Métiers et du Travail, en remplacement de M. Ernest DeSève, démissionnaire.

Nomination de deux membres adjoints de la commission

Québec, 23. — MM. Gérard Tremblay, sous-ministre du Travail de la province de Québec, et M. Louis Coderre, sous-ministre du commerce et de l'industrie, ont été nommés membres adjoints de la commission permanente du Conseil supérieur du Travail, par décision de leurs ministres respectifs, l'hon. Edgar Rochette et l'hon. Oscar Drouin.

La première réunion de la commission permanente aura lieu le 15 octobre à Québec, sous la présidence de M. Anatole Déry, et il est probable que des réunions régulières auront lieu le troisième jeudi de chaque mois.

M. Léonce Girard, secrétaire du comité paritaire de la chaussure et rapporteur pour les règlements, soumettra son rapport. On sait que ces règlements devront, par la suite, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il a été décidé que les officiers du Conseil supérieur, MM. Anatole Déry, président; Blair Gordon et Alfred Charpentier, vice-présidents, font partie *ex-officio* de la commission permanente. Il faudra remplacer Alfred Charpentier, vice-présidents, sentant du groupe ouvrier.

La liberté d'association

En principe, le gouvernement canadien reconnaît aux travailleurs du pays le droit d'adhérer à l'union ouvrière de leur choix, mais en fait cette liberté d'association est en partie infirmée par la liberté dont jouissent encore les employeurs de tracasser, de mille et une manières, dans le cadre de lois désuètes encore en vigueur, ceux de leurs employés qui cherchent, par le moyen classique de l'association professionnelle, à protéger collectivement leurs prérogatives d'ordre économique.

Cette liberté d'association ouvrière est également mise en échec, dans certains cas, par l'application trop rigoureuse de la loi des conventions collectives de travail ainsi que par celle de la loi dite des syndicats professionnels, cette dernière loi étant surtout, dans la plupart des cas envisagés, une approche fasciste pour subjuguer les employés de certaines industries de cette province au bénéfice d'employeurs inscrupuleux. Cette tristement fameuse loi des syndicats professionnels, dont le Travail Organisé demande l'abrogation pure et simple depuis quelques années déjà, possède aussi, entre autres déplorables propriétés économiques, celle de conférer une légalité abusive aux associations ouvrières inspirées, financées et pour ainsi dire organisées par les employeurs eux-mêmes pour sauvegarder leurs sacro-saints bénéfices d'exploitation et maintenir leur domination traditionnelle sur leurs employés, toutes catégories. Aussi les accords par lesquels des employeurs et des associations ouvrières constituées par eux se lient, directement ou indirectement, ne sont-ils guère que des farces unilatérales bien qu'ils soient consacrés par l'auguste majesté de la loi.

La liberté d'association est encore quelque peu effritée dans les cas où un accord collectif de travail intervient dans une industrie dont les ouvriers sont déjà syndiqués comme, par exemple, dans l'industrie de l'automobile, de la confection pour hommes et pour dames, de la fourrure et de l'imprimerie, pour ne citer que celles-là. Les accords collectifs de travail ont leur utilité, certes. Ils sont même indispensables dans des industries dont le personnel n'est que peu ou pas du tout syndiqué. Car alors les ouvriers de ces industries ont besoin de la protection de l'Etat pour pouvoir jouir d'un minimum à peu près raisonnable de salaire. Mais dans les industries où les travailleurs sont bien organisés en unions auxquelles ont adhéré presque tous les employés, cette protection en vue d'un salaire minimum suffisant pourrait fort bien être assurée par les unions elles-mêmes sans que le gouvernement vienne s'ingérer dans les relations entre employeurs et employés et imposer des accords collectifs de travail dont les unionistes pourraient fort bien se passer étant donnée cette puissance collective qu'ils possèdent du fait d'être fortement syndiqués.

D'ailleurs, là où le personnel industriel jouit d'effectifs syndiqués considérables, les ouvriers doivent payer, outre leurs cotisations syndicales, un demi pour cent (1/2%) de leur salaire pour l'administration d'un comité paritaire dont ils pourraient se passer et qui ne sert guère, dans certains cas, qu'à procurer quelques commodités sinécures à des administrateurs parasitaires et conséquemment superflus. Il est certain que des accords collectifs de travail imposés quand même par le gouvernement là où les unionistes sont en force constituent une entrave plus ou moins déguisée à la liberté d'association des travailleurs.

Dans le cas de l'industrie automobile du district de Montréal, par exemple, les minima de salaire prévus par l'accord collectif sont moindres que les minima obtenus par l'union des chauffeurs de la Provincial Transport! Pourquoi, dès lors, étant donné que cette union est proportionnellement considérable, l'obliger à demeurer incorporée à un accord collectif dont elle n'a que faire puisqu'elle a pu, par ses propres moyens, obtenir des salaires et des conditions générales de travail plus satisfaisants que ceux prévus à l'accord?

Journée de travail de 8 heures au Nouveau-Brunswick

La Fédération du Travail du Nouveau-Brunswick, affiliée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada, a adopté, mercredi, une résolution demandant de considérer huit heures comme une journée de travail et priant les autorités provinciales de voir à faire payer plus cher les heures de travail au delà de ces huit heures.

Les délégués ont rejeté une résolution proposant de n'accorder l'appui électoral qu'aux candidats appartenant au Travail Organisé et se présentant comme candidats ouvriers indépendants.

Voici les autres résolutions votées: que les employés des hôtels, restaurants et autres endroits de consommation subissent des examens médicaux périodiques; que les villes et villages renoncent aux taxes de votation (donnant droit de voter); que des hôpitaux soient établis pour ceux qui souffrent de paralysie infantile; que nulle personne de moins de 16 ans ne soit autorisée à occuper un emploi régulier; que les manuels de classe, préalablement stérilisés, soient donnés aux élèves jusqu'à la huitième année inclusivement.

Ouvriers aux arrêts

De Hamilton, Ontario, les journaux nous rapportent que deux hommes, accusés d'avoir quitté leur emploi sans donner un avis de sept jours, sont les premiers à être poursuivis au Canada d'après les règlements du nouveau service sélectif national.

La plainte a été portée par la Canadian Engineering and Contracting Company, Limited.

Public notice is given by these presents that the undersigned have accepted under benefit of inventory the Succession of the late Dame Anna Heichberg, housewife, of Montreal, Quebec, Montreal, Sept. 15, 1942. Irving Spector, Sophie Spector Becker, John Jacob Spector, Reuben Spector.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que Léopold Boucher, expéditeur, de la Cité et district de Montréal, Province de Québec, s'adressera au parlement du Canada, à sa présente ou à sa prochaine session afin d'obtenir un bill de divorce d'avec son épouse, Maria Gordchuk, de la Cité et district de Montréal, Province de Québec, pour cause d'adultère.

Daté à Montréal, Province de Québec, ce 26ème jour de septembre, 1942.

MERGLER & MERGLER, Procureur du requérant, Chambre 503, 6difice Tramways, 159 rue Craig Ouest, Montréal.

Le travail dominical est dénoncé

L'échevin Joseph Guay, des Trois-Rivières, a vigoureusement protesté au conseil municipal contre la décision des autorités fédérales de faire travailler les fabriques de papier des Trois-Rivières le dimanche, pour les fermer à tour de rôle sur semaine. Cette nouvelle mesure aurait pour résultat d'économiser l'électricité pour en faire bénéficier les industries de guerre. L'échevin Joseph Guay faisait ainsi écho à la protestation formulée, dimanche dernier, du haut de la chaire, par M. le chanoine J.-A. Lemire, curé de Sainte-Cécile.

C'est à la suite de l'adoption d'une résolution du conseil municipal demandant au gouvernement fédéral de ne pas fermer nos papeteries que l'échevin Guay a pris la parole. "Nous avons demandé", dit-il, au gouvernement fédéral de ne pas fermer nos papeteries, mais non pas de les rouvrir le dimanche. Nos travailleurs sont offusqués du fait qu'on les force ainsi à manquer au respect du repos dominical. Nous préférons ne travailler que cinq jours par semaine plutôt que d'être privés de la liberté de remplir nos devoirs religieux. Le travail du dimanche n'a jamais profité. Nous le savons plus que d'autres: nous qui avons tant eu à souffrir de la surproduction du papier. Nous sommes catholiques et nous entendons que nos droits

comme tels soient respectés. Si les industries persistent d'ailleurs à vouloir nous faire produire le dimanche, nous pouvons nous attendre à la pire crise que nous aurons connue aux Trois-Rivières."

Le maire a déclaré, de son côté: "Je ne puis qu'endosser votre manière de voir." Le conseil a approuvé à l'unanimité les remarques de l'échevin Guay.

Nos fabriques de papier ont commencé dimanche, à produire à plein rendement. Les employés auront une journée de congé par semaine. On profitera également de cette journée pour effectuer les réparations qui se faisaient précédemment le dimanche.

La grève persiste à Kingsey Falls

La situation des grévistes aux usines de la "Dominion Paper", à Kingsey Falls, ne s'améliore pas. Mercredi, l'on croyait que les ouvriers reprendraient leur travail, sur l'invitation de M. Philippe Lessard, président de la Fédération des ouvriers des pulperies des syndicats catholiques, mais apparemment les ouvriers ont résolu de ne pas reprendre leur travail.

Ils réclament toujours la journée de huit heures, le salaire établi sur une base horaire, un boni de vie chère de \$4.25 par semaine et une convention collective avec leur syndicat.

Buanderie-IMPERIAL-Laundry & SUPPLY CO.

TEINTURIERS — NETTOYEURS • DYERS AND CLEANERS
Excellent service de blanchissage • Superior Laundry Service

Lavage de famille à prix modérés
Family Washing at Popular Prices

Téléphonez FALKIRK 1179
1471, RUE PARTHENAIS

Call FALKIRK 1179
1471 PARTHENAIS STREET

LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD

Est publié par la Fédération provinciale du Québec chaque semaine, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province.
 Exécutif : J.-Elphège Beaudoin, président, Jos. Matte, J.-B. Arsenault et R.-M. Bennett, vice-présidents, Marcel Franq, secrétaire-trésorier et rédacteur, Henri Richard, rédacteur associé.

Adressez toutes les communications à Casier Postal 6094

Téléphone: LAncaster 7808

Imprimé par Mercantile Printing Ltd., 11 ouest, rue St-Paul, Montréal



Is published by the Quebec Provincial Federation of Labor weekly, for the purpose of promoting legislation towards the protection and advancement of the working class of the Province of Quebec.
 Executive: J. Elphège Beaudoin, president, Jos. Matte, J. B. Arsenault and R. M. Bennett, vice-presidents, Marcel Franq, secretary-treasurer and editor, Henri Richard, associate editor.

Address all communications to Postal Box 6094

Telephone: LAncaster 7808

Printed by Mercantile Printing Limited, 11 St. Paul Street West, Montreal.

Le syndicalisme et la...

(Suite de la première page)

et cependant il était moins prolétarisé et à tout prendre, moins pauvre. Ne doit-on pas admettre qu'à notre époque de dissolution sociale, beaucoup plus nombreux encore sont parents et enfants qui, par laisser aller, manquent à leur devoir concernant la fréquentation scolaire? Si à cela nous ajoutons la foule des parents incapables, de notre temps, dû à leur pauvreté, de remplir le même devoir, il en résulte, il est vrai, une situation très critique pour tenter d'appliquer indistinctement une législation de contrainte scolaire. Cela ne pourrait être sans aucun ménagement. Il va de soi qu'une telle loi ne pourrait être adoptée sans rendre possible son application dans la masse des cas de misères: soit peut-être dans 50% des familles pauvres, des diverses classes de salariés de nos populations urbaines."

C'est pourquoi le comité se croit justifié de ne demander qu'une loi mitigée de contrainte scolaire, notamment dans les cités et villes de 10,000 âmes, ayant chacune sa propre loi.

On en vient donc logiquement à la gratuité des livres. Le rapport veut une revue du programme du cours primaire et l'adoption de manuels uniformes au moins pour les classes inférieures; il désire aussi qu'on admette les enfants plus tôt à l'école. Nous citons donc:

"La gratuité des livres est une vieille revendication ouvrière. Au dire des experts, il est difficile d'y faire droit sans limiter et simplifier au préalable le programme du cours primaire et sans réaliser l'uniformité des livres."

C'est une réforme qui est déjà commencée, mais elle est loin d'être entière. Le comité ne le dit pas, mais il sait pertinemment que l'uniformité des livres ne pourra être réalisée que par la gratuité, qui abolira la concurrence désastreuse (pour les contribuables) que se font les communautés religieuses qui inondent chaque année notre province de nouveaux manuels qu'elles s'efforcent de faire adopter par les autorités. C'est pour cela que les parents sont surchargés à la rentrée des classes de dépenses occasionnées par l'achat de livres de classe nouveaux. Les livres qui servaient l'an dernier à l'aîné ne sont plus bons pour son cadet qui le suit et qui le remplace dans la classe qu'il vient de quitter. L'adoption de manuels uniformes, et qui ne changent pas périodiquement, résultera en un gain considérable dans le prix de ces manuels.

Le comité conclut donc son rapport en disant:

"La fréquentation scolaire obligatoire nous paraît devenue nécessaire dans les centres urbains. Elle nous paraît justifiée en raison de la diminution alarmante de la fréquentation du cours primaire... La contrainte scolaire s'impose en raison de la prolétarisation alarmante de notre peuple et de son plus grand besoin d'instruction pour mieux se défendre dans la vie au point de vue moral, économique et social... C'est un besoin particulier à notre époque et, au surplus, à notre peuple..."

"Précédée ou accompagnée suivant le besoin des réformes suggérées plus haut, nous estimons qu'une loi de fréquentation scolaire telle que nous la concevons et décentralisée dans son application, serait une réforme très sage, dans le meilleur intérêt du peuple de cette province. Et nous croyons que telle loi pourrait contenir toutes les conditions voulues pour que soient respectés les droits innés de l'Eglise et de la famille, sur l'éducation."

Et nous aussi nous le croyons et nous l'avons toujours cru, même lorsqu'on nous combattait et nous injurait. Nous allons donc continuer nos revendications pour obtenir au plus tôt l'obligation scolaire et la gratuité et l'uniformité des livres, que notre gouvernement s'est toujours refusé à nous accorder de crainte de l'opposition du clergé et des associations diverses qui se couvrent toujours du manteau de la religion quand elles veulent détruire d'autres institutions tout aussi respectables et qui ont fait tant de bien dans notre province à notre population ouvrière depuis cent ans. Les unions internationales ont continué le bon combat, assurées qu'elles étaient que l'opinion publique et les nécessités obligeraient leurs adversaires à se rendre à leur point de vue. Une fois de plus, après tant d'autres, elles ont eu raison d'espérer. L'espérance fait vivre.

R. HACHETTE.

EPARGNER POUR DÉPENSER—APRÈS LA GUERRE

BON! J'AI PRESQUE ASSEZ DE CERTIFICATS POUR M'ACHETER UNE NOUVELLE VOITURE QUAND NOUS AURONS LA PEAU DE HITLER!

NE COMPTE PAS SUR MOI, JE VEUX ACHETER UN MOBILIER DE SALON AVEC LES MIENS

POURRAI-JE ACHETER UNE BICYCLETTE AVEC LES MIENS PAPA?



Le Conseil du bâtiment se plaint des unions qui négligent de s'affilier

Le Conseil des métiers du bâtiment enverra une lettre au Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, lui demandant d'aviser tous les entrepreneurs de payer le boni de vie chère de 5 cents de l'heure, à compter du 1er septembre.

Le Conseil a décidé aussi d'aviser le Département de la construction de la Fédération Américaine du Travail que les unions des métiers du bâtiment de cette ville montrent une indifférence vraiment regrettable, en s'obstinant à ne pas s'affilier à ce Conseil.

En ce qui concerne le préavis de sept jours, comme l'exige le nouveau décret sur l'emploi de la main-d'oeuvre, M. Edouard Larose rapporte que le directeur adjoint du service sélectif national l'avait informé que des mesures seraient prises contre les compagnies qui ont congédié leurs ouvriers sans leur donner un préavis. Les ouvriers doivent apprendre, a ajouté M. Larose, que chaque fois qu'un travailleur laisse son travail sans donner un préavis, il est passible d'une amende ou de la prison, tout comme l'employeur qui ne se conforme pas au décret.

Il est bon, continue M. Larose, que l'on sache que les unions qui possèdent un bureau de placement doivent s'adresser au bureau du service sélectif pour obtenir la permission de continuer l'octroi de permis de travailler.

Les délégués apprennent du représentant du Conseil des métiers du bâtiment au comité paritaire de l'industrie de la construction, que 559 visites avaient été faites par les inspecteurs, couvrant 5,529 ouvriers employés sur les chantiers.

Les réclamations payées au bureau du comité se chiffrent à \$1,037.65.

On rapporte que plusieurs jugements en faveur des ouvriers ont été obtenus depuis 1940 et se chiffrent à plus de \$10,000. Il semble y avoir une bataille avec les avocats au sujet de ces jugements.

La plupart des violateurs de la loi des conventions collectives ont été trouvés coupables, tous cependant n'ont pas été sentenciés.

La séance était présidée par M. J.-A. Charron, assisté du vice-président J.-A. Chamberlain.

Sérieuse situation ouvrière à Calgary

La situation ouvrière à Calgary est tellement sérieuse que les travaux de construction sur les projets de guerre essentiels sont arrêtés", a dit cette semaine M. W.-Harry Ross, gérant du bureau de la Commission d'assurance-chômage.

"Il y a plusieurs sortes de travaux d'où l'on pourrait retirer les hommes temporairement pour remédier au manque de main-d'oeuvre et je me suis adressé à la ville de Calgary, entre autres employeurs, pour savoir si certains travaux ne pourraient pas être remis à plus tard", a dit M. Ross.

Il a expliqué que certains entrepreneurs, agissant selon les conseils de la Commission de l'assurance-chômage, ont substitué des femmes aux hommes sur certains travaux, mais qu'ils ne peuvent remplacer les hommes sur les gros travaux.

La commission projette de faire une campagne de recrutement intense parmi les travailleurs saisonniers aussitôt que la récolte sera rentrée.

Réunion des employés de la Robert Mitchell

Les employés des usines Bélair et Saint-Laurent de la compagnie Robert Mitchell ont tenu deux réunions nombreuses, samedi, le 19, et dimanche, le 20, dans l'après-midi, à la salle des cordonniers, 1331A, rue Sainte-Catherine Est, sous les auspices du Comité d'organisation ouvrière et de production de guerre.

Les ouvriers, au nombre d'environ 4,000, réclament un contrat de travail d'union sans tarder. Les orateurs pour la circonstance étaient M. Robert Haddow, organisateur et secrétaire général du Comité de production de guerre, M. G.-J. Smith, représentant de l'Union des ouvriers de l'Imperial Tobacco, et M. J.-A. Duval, de Louisville, Kentucky, vice-président général de l'Union internationale des travailleurs en tabac, M. Bissonnette, organisateur des ouvriers de la Dominion Engineering, et M. René Labelle, organisateur du Comité d'organisation et de production de guerre.

Les ouvriers reconnaissent l'Union internationale comme l'agence de négociation avec la compagnie.

Afin de régler ce différend

Le ministre du Travail, l'hon. Humphrey Mitchell, annonce l'établissement d'une commission de conciliation et d'enquête au sujet d'un conflit entre la "Taylor Electric Manufacturing Company, Limited", de London, Ont., et ses employés, membres de l'Union locale 517 des "United Electrical, Radio and Machine Workers of America". Le conflit, qui découle d'une demande ouvrière de reconnaissance syndicale et de convention collective, implique directement une centaine de travailleurs. Le personnel de la commission est le suivant: l'hon. juge Ian-M. Macdonell, Toronto, nommé président, sur la recommandation conjointe des deux autres membres, le professeur Christian Sivertz, de l'université Western Ontario, London, nommé sur proposition des travailleurs, et M. J.-A.-E. Braden, c.r., également de London, nommé sur proposition de l'employeur.

M. W.-L. Hutchison est attendu à Montréal

Au cours d'une entrevue que nous eûmes ces jours-ci avec M. Edouard Larose, celui-ci nous a informé que le Conseil de district des charpentiers et menuisiers se prépare à recevoir dignement le président général de la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers, M. W.-L. Hutchison, qui est également vice-président de la Fédération Américaine du Travail, qui tiendra ses assises à Toronto, Ontario, dans la semaine du 5 octobre prochain. Les préparatifs de la réception vont bon train.

On s'attend, dit M. Larose, qu'aucun charpentier-menuisier, quelle que soit l'Union locale à laquelle il appartient, ne manquera de venir saluer leur chef.

M. Larose n'oublia pas de nous réitérer que le local 52 des Dames auxiliaires de la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers donnera son bal annuel le vendredi, 6 novembre, au Palais d'Or, rue Stanley. Les bénéfices de cette soirée iront au fonds de l'arbre de Noël des enfants des membres des sept unions locales de la Fraternité. La présidente, Mme Edouard Larose, compte sur la présence de tous les membres et de leurs amis.

The White Collar Worker

Recently representatives of American Federation of Labor office employe unions gathered in Chicago and set up an active International Council of Office Employes' Unions. They adopted a constitution, elected their own international officers and took other steps to speed the organization of office and clerical workers throughout the United States and Canada under the banner of the A. F. of L.

The Chicago conference and the action taken there show that office workers are awake to their need for organization. Why do office and clerical workers require unionism? This questions who are not acquainted with the problems which office and clerical workers have had to face, especially in recent years.

Properly to understand the need of office workers for a trade union one first should recognize that office work really is work. It requires a high degree of mental concentration and a considerable amount of skillfully directed physical effort. It has its own type of monotony, which often equals in intensity the various monotonous operations performed by workers in large factories.

During the past two decades large business offices have become mechanized. Today many office workers are machine operators. They operate such power-driven machines as the electric bookkeeping and posting machines, billing machines, addressograph machines, calculating machines, adding machines, mimeograph machines, mailing machines, card punching and sorting machines, in addition to numerous hand-powered machines, such as the typewriter and comptometer. Many office workers are held to rigid production schedules, and in some offices employers have even devised piecework and incentive systems of wage payments!

The office of a large manufacturing or industrial plant is vital to the operation of the plant. It is there that skilled, specialized workers handle all the record-keeping for the plant. It is there that the plant payrolls are computed and checks prepared. It is in the office that the social security and unemployment compensation records of all plant workers are computed and entered. It is the office staff, too, which handles all the records and correspondence on the purchases of raw materials, accessories, parts, and the billing and collections on the sales of finished products.

Office workers are unsung heroes on today's war production front. Without this army of skilled workers to do the essential paper work the entire war production program would collapse. These workers, because they do not handle and process the armaments of war, do not receive the attention given to the various types of skilled workers engaged in the actual production of war goods. With all the talk of labor shortages, upgrading of workers and training programs, where, except in the government's own offices, has any concern been evidenced over the problems of a dwindling supply of skilled office workers? Who, aside from the unions, is concerned with raising substandard office wages and obtaining wage increases for office workers so that they can meet their

greatly increased living costs? How long could a war plant produce if the workers were not paid promptly and correctly, or if proper records were not made of production costs, billing, etc.?

Although there have been scattered local unions of office workers chartered by the American Federation of Labor for several decades, it has been only in the past few years that office workers in large numbers have become interested in trade unionism, realizing that they need organization and the benefits thereof at least as much as workers in other occupations.

Until recently—and even now in many places—office workers have regarded themselves as the "chosen few," those whom the boss selected to work in his inner sanctum. They have been privileged to go in through the boss's entrance instead of through the regular plant gate with the other workers. They have been permitted to toil in clothes like those worn by the boss and encouraged to believe that they were on the way up the management ladder to eventual "bosshood."

In return for these "advantages" the white collar worker has until recently labored at rates of pay far below those existing for plant workers of equivalent skill. He has until recently worked overtime not for time and one-half, not for straight time, but for nothing. He has seen the overworked workers obtain wage increases through their trade unions and has computed their raises when drawing up the payroll. He has seen production workers' benefits in many ways because they belonged to effective unions. Gradually his eyes have been opened. He realizes now that his wages are below those of the plant workers and that his hours are less favorable. He sees that he must continually "polish the apple" with the boss to maintain his place in the office setup. And last but by no means least, he perceives that the chances of his ever becoming the boss are so remote as to be nothing more than a dream.

The office worker who has always bargained as an individual with his boss—with about the same effectiveness that a bean blower would have on an enemy tank—has watched the progress of the shop men. He has seen unionism work! The hard way, he has learned or is learning the lesson that the boys with calluses learned years ago—that individual requests for improved working conditions, job security, better pay and shorter hours are futile and that only collective demands, made by a competent union, bring the results labor desires.

In this search for a labor organization that is capable of rendering real assistance to office workers he naturally turns to the American Federation of Labor. He knows that the American Federation of Labor has been in the front lines for sixty years, fighting to protect and improve the working conditions of all types of workers. He knows that the A. F. of L. fought for the enactment of the National Labor Relations Act. He knows that the A. F. of L. made unemployment compensation and old age pensions a reality throughout our land. He knows that the A. F. of L. is taking the lead in cooperating with our government in the war effort. He knows that the American Federation of Labor is strong and powerful.

The office worker wonders

whether within the vast framework of the American Federation of Labor there is a place for him. There is. At present there are more than 145 local unions of office workers chartered by the American Federation of Labor. These locals are spread throughout the United States. There are locals also in Canada.

More than 15,000 office and clerical workers make up the present dues-paying membership of these 145 self-governing local unions. These locals are growing continuously.

Examples of gains which these locals have recently obtained for their members were related by delegates to the recent Chicago convention. The Minneapolis local negotiated an increase of \$7 per week for all office workers employed by the Minneapolis Gas Light Company. A New York local reported that its members had been receiving \$12 to \$14 per week before they joined the union and that they are now receiving \$39 per week! The Akron local reported negotiating increases of from \$3 to \$5 per week. The Tacoma local told of raising the minimum wage for department store office workers in that city from \$13 to \$19.50.

The Los Angeles local reported that it had organized several hundred office workers of the Consolidated Steel Corporation and also that it had negotiated a signed agreement with the California Shipbuilding Corporation, covering its entire office force and establishing the highest wage scales for any office workers employed in that industry.

Report from many other locals indicated similar progress.

Since July 15, 1941, thirty-nine new locals of office employes have been chartered by the A. F. of L. This clearly shows the awakening process which is taking place among office workers throughout the country. Now the various locals have acted to band themselves together through a strong, functioning International Council of Office Employes' Unions. The Council will serve as a unifying and solidifying force among the local unions. It will enable them to benefit by one another's experiences. Through the Council the full force of their combined power can be brought to bear or achieve further advances in wages and working conditions in organized offices and to spread the message of unionism to office workers still unorganized.

President William Green at the Chicago meeting said:

"You are talking about the future, about the part you are going to play in the great American Federation of Labor and in national affairs. Your potential strength is great. You can build up an organization of over half a million members easily. They ought to be organized and they ought to be with us. I feel sure that some day they will."

To bring that day as soon as possible is the purpose to which the International Council of Office Employes' Unions is dedicating itself. (American Federationist)

U. S. Signs Reciprocity Treaty With Uruguay

United States and Uruguay recently signed a reciprocity treaty which provides for tariff concessions covering a substantial portion of the trade between the two countries.

The concessions include reductions, binding of rates against increases, and binding of commodities free from duty. General provisions contain assurances against discriminatory tariff, quota or exchange treatment of imports from either country into the other.

Uruguay tariff concessions are agreed to on a long list of United States agricultural and industrial products.



Develop Cuban Nickel Resources

A new source of nickel needed greatly by America's alloy steel furnaces, is now being developed in Cuba. This strategic metal's importance has been multiplied considerably by the advance of mechanized warfare, for nickel is a key metal in the greater production of armor plate and other tough alloy steels.

Though Canada, which has been a source of 85 per cent of the world's supply of nickel, has lifted its production to new high levels and the amount flowing across the border into the United States at peak levels, the supply is being overtaken by the mounting demands of the war effort.

The need for greater expansion in the nickel output has resulted in the opening of the vast supply of ore on a plateau at the eastern end of Cuba, following favorable reports from early tests. Problems of extracting the metal from the ore had to be overcome before development of the ore deposit warranted the establishment of a plant.

Construction of a \$20,000,000 plant and auxiliary facilities in Cuba have now been authorized and 2,000 engineers and laborers are busy on the project.

It is expected to add between 10 and 20 per cent to the nation's nickel supply. The ore reserves are said to be vast and sufficient to last for at least 50 years. The ore is close to the surface and will be mined by open-pit methods. Excellent harbor facilities are nearby.

To Make "V Home" Awards

Nation-wide muster of American homes to determine the extent to which they are participating in the total war offensive and making necessary air raid precautions will soon be conducted on a house-to-house basis under instructions issued recently by the Office of Civilian Defense.

Local defense officials are authorized to award a "V Home" certificate to any home which has made such air raid precautions as are deemed necessary locally and which asserts that it has participated in certain practical measures to strengthen the war effort. These measures include conservation, salvage, refusal to spread rumors designed to divide the nation, and regular purchases of War Savings Stamps and Bonds.

The "V Home" certificate is to

War Wages Going Into Bonds

War workers are placing the bulk of their wages in savings rather than in "silk-shirt" spending, the Department of Labor reports.

"Although income rose over seven per cent between 1941 and the first quarter of 1942, average expenditures for current consumption increased less than 2 per cent," the Secretary of Labor stated recently, and "at the same time living costs went up almost eight per cent during this period."

The only expenditures of the average family showing notable increases were food, fuel and medical care according to a study by the Bureau of Labor Statistics. Food prices advanced 11 per cent between 1941 and the first quarter of 1942, and family expenditures for food went up five per cent which disclosed that families are buying less food or cheaper food than in 1941.

Savings were 70 per cent higher in the first quarter of 1942 than in 1941. Families whose incomes did not change saved half again as much as they saved as an average in 1941. War bonds and stamp purchases formed a large part of these new savings.

Gauge War Personnel Needs

Business establishments engaged in war production will soon be told where and how they can obtain chemists, engineers, metallurgists and other professional and scientifically trained men, the War Manpower Commission has announced.

Representatives of the U. S. Employment Service have already been instructed to find out how many employes of this type war production plants will require before the end of the year and during 1943.

With this information on hand, the Manpower Commission explains, the Employment Service can draw upon the country's largest registration of technically trained persons, the National Roster of Scientific and Professional Personnel. This roster, to which have now been added the names of scientifically and professionally trained persons who have registered for military service, has been placed under the direction of the War Manpower Commission.

be signed by the air raid warden or other appropriate local defense official and it is designed as a window sticker for display purposes.

The
Slater
Shoe

For the benefit of all...

We belong to the Union (for over 40 years now). We use Union made products. We employ Union labor.



THE SLATER SHOE CO.

MONTREAL — CANADA

Insist upon the UNION STAMP

Are we Too Easy?

By RUTH TAYLOR

Are we too easy? In the past weeks I have heard many people say that we are taking this war too lightly; that we are soft; that we are lulling ourselves into dangerous complacency with a lullaby of over emphasized successes, and under-realized defeats; that what we need is martial music, marching men — and a sight of heartbreak and tears.

Are we too easy? This war is almost too great to be grasped by the mind of men. Are we taking it lightly for fear of facing what defeat would mean — the complete destruction of civilization as we know it, a return to the barbarism of the Dark Age, a reversal to the rule of brute force, an eradication of all religions, a domination of all the peoples of the earth by a group of sadistic degenerates? Are we afraid to look that possibility in the face?

Are we too easy? Have we grown soft? This war will call upon the utmost that each and every one of us can bring into it of brain and brawn, of selfless, self-sacrificing devotion to an ideal. Can it be true that the progress we have made, the education we have gained has weakened our morale and courage, rather than made us more efficient, intelligent human beings?

Are we too easy? Have we drifted into the half sleep of complacency? Must we be coddled by only bright stories? Have we reached the state of adulating men for doing their duty, and glossing over neglects and defeats? We are a young nation — but we are not childish. We can stand up to defeat as well as we can withstand the dangers of success. Every school child is familiar with the hazards of overconfidence in the story of Braddock's defeat.

Are we too easy? Must we be spurred to patriotism? Must our fighting of this war be a matter of emotional stimulants, or will our intense desire for freedom for all — irrespective of class, race nationality or religion — our belief that prosperity for all lies in the practical application of democracy, our intense hatred of tyranny of any kind, carry us through to victory?

Are we too easy? Only you — the people of America — can answer this question.

The Voice of Experience...

"Sir, The announcement by Lord Woolton, Minister of Food, that there is to be no wartime stoppage of the brewing of beer will be welcomed generally, particularly by the many thousands of workers engaged in essential industries.

"I am in full agreement with Lord Woolton when he says that it would be wrong to use his power as Minister of Food to introduce social reforms of one kind or another, and my experience as Food Controller in the last war confirms the wisdom of regarding beer as in part a food for millions of men working in exceptionally hard and exacting conditions.

"It should also be remembered that the tax on beer is expected to yield to the National Exchequer a sum of £100,000,000 yearly — an important contribution to the na-

tion's resources in its struggle for survival.

"Teetotalers, for whose viewpoint I have every respect, have received from the Minister the answer which should be given to all who are using the war to advance their own personal views without due regard to the national interest." — J. R. Clynes, P.C., M.P. (Food Controller and former Home Secretary, 1918-19) The House of Commons, London S.W.I.

THE SOCIAL SECURITY

With payrolls throughout the United States showing a steady increase the Social Security System is putting aside a healthy "nest egg" these days.

Social Security tax receipts are currently running ahead of a year ago by an estimated 30 per cent. At this rate reserves for "a rainy day" are piling up at nearly a billion a year.

Moulders' Leader To Visit Montreal

Harry Stevenson, president of the International Moulders and Foundry Workers' Union of North America — one of the oldest organizations of its kind on the continent — is to be in Montreal next Wednesday and Thursday for meetings with local union leaders which will precede an official tour he will make of locals in several cities of the province.

R. Y. Manary, general organizer for the union, has called a meeting for Thursday, which a number of prominent Montrealers have been invited to attend. One of the main purposes of Mr. Stevenson's visit, it was reported, is to seek formation of a moulders and foundry workers council comprising all such workers in the province, with a view to later having the council become Dominion-wide.

It was believed Mr. Stevenson, whose headquarters are in Cincinnati, Ohio, would visit Three Rivers, Shawinigan Falls, St. Jerome, Sherbrooke, Hull and Quebec City, where the union either has or is organizing locals.

He will be met in Montreal by a delegation from Local 21, headed by president Romeo Desmarais.

The oldest moulders local in Montreal, Local 21 was formed in 1859.

The international union, which has had an agreement with the National Association of Manufacturers and Protectors for the past 51 years, has the distinction of never having been involved in a strike during that period.

Women Now Admitted To Ranks of Boilermakers

Following a referendum vote in which two thirds of the members of the International Boilermakers Union declared themselves in favor of admitting women into their organization, the Executive Council of the Boilermaker's International Union made its decision known last Friday that for the first time in its 62 years history it would accept women into its ranks.

With thousands of women now employed in shipyards and other war projects, the Boilermaker's will now take women in as members on an equal footing with men.

Bona Fide Trades Unions Better Than "Company Unions"

Editor, Labor World,

Sir:—

The Government in the opening paragraphs of Order in Council P.C. 2685, stated that it had received "from representative bodies of Industry and of Labor, expressions of their desire to cooperate with the Government in the present crisis to the end that the industrial capacity of Canada requisite to the successful prosecution of the war, may be utilized to the fullest possible extent."

Labor knows what is at stake in the present war. The workers hate Hitler every bit as much as Winston Churchill does. They know what happened to the labour leaders in Germany and the occupied countries. They are just as anxious to retain their hard-won rights as the people are in the occupied countries to regain their liberties.

One would think that even the most short-sighted employer would by now realize that the workers intend being consulted and considered in all that relates to their industrial and economic welfare. In other words, they want to freely exercise their right to organize by joining the unions of their choice without any intimidation or influence from employers or their agents.

That the Government recognizes such influence or intimidation has or can be used is evident and the Order in Council above-quoted states:

"That employees should be free to organize in trade unions, free from control by employers or their agents."

Yet, there are still employers who resent their employees organizing making representations to them for recognition.

Within recent months attempts to interfere or limit the right of workers to organize and collectively bargain has taken the shape of organizing Employee Councils and other types of Company Unions.

One can hardly believe that employers who favor this type of organization are sympathetic to trade unionism or prepared to recognize and deal with unions free from any employer control. A number of local firms, some of them engaged largely in war work have attempted to dissuade their employees from joining a union by pointing out the so-called advantages of an Employees' Council Syndicate or As-

sociation of Workers.

The intelligent worker knows and has learned by experience that only through the independent trade union can he meet the employer on equal terms. No employee who belongs to a Company Union or Employees' Council, can speak as freely in making demands for concessions as the representatives of a union which is not subject to employer control or influence.

It does seem singular, that notwithstanding the practice that prevails in Britain whereby national organizations of employers deal with national organizations of employees, that Canadian employers still refuse to deal with a bona fide trade union which is better able to protect the workers' interests and co-operate with the employer in maintaining industrial peace and increase production than an Employee Council or Company Union.

I am happy to say that within recent weeks, agreements have been concluded with quite a number of local firms. Others however, still persist in their refusal to deal with an independent union and to everything they can to discredit it.

Labor has the right, and will exercise it to the limit, of asking the Government either to co-operate with it in getting employers to recognize the right of the worker to collectively bargain through the trade union in which he reposes his confidence. If certain employers continue to interfere with or limit the right of the worker to join the Union of his choice, Labor will do its utmost to press for the early adoption of a National War Labour Relations Order or legislation similar in character and effect to the National War Labour Relations Act of the United States.

Speaking on behalf of labor in this city and vicinity, I wish to state that we are definitely opposed to employer controlled unions. We, organized workers, believe and know, that through the trade union that is independent and under the sole control of the employees that more can be effected to improve the lot of the worker as well as relations with the employer, than the best Company Union or Employees' Council conceived in the agile brain of a Company Executive or Director of Personnel.

Paul FOURNIER, President, Montreal Trades and Labor Council.



VETERANS! YOU ARE NEEDED AGAIN!

Attention! You men of 1914-1918 . . . get into the present scrap! The age limit has now been raised to 55 in categories A, B, and C, — so here's your chance!

Veterans are urgently required for defence in operational areas, as reinforcements for Veteran Guard of Canada Units now Overseas and for vitally important guard duties.

The Veterans Guard of Canada is very much on Active Service in Canada and Overseas . . . It is a Corps — an integral part of the Canadian Active Army . . . in which any Veteran may be proud to serve . . . in which he can serve well.

Is Your Present Job More Important Than This?

Men are badly needed . . . advancement is rapid. There are many vacancies for technicians, administration personnel and those skilled in trades. Special Trades Pay and Allowances apply.

The Need is Urgent. The Duties are Important.

Promotion is Rapid.

If you served in the Empire Forces in 1914-1918 and want to do your bit in this war—
JOIN NOW.

See the nearest recruiting officer, or, if there is none in your vicinity, fill in this coupon and mail it now.

Officer Administering, Veterans Guard of Canada, 95 Rideau Street, Ottawa, Ontario.

I am a veteran of the last war. Please send me more information about enlistment in the Veterans Guard of Canada.

My name is _____

My address _____

No. _____ Street or R.R. _____ City or Town _____ Province _____

Served in the last war with _____

(name of unit here)

(Signed) _____

PALACE

Held Over 2nd Week!
"Eagle Squadron"
 with ROBERT STACK
 DIANA BARRYMORE
 And the Flying Heroes of the
 EAGLE SQUADRON

CAPITOL

Held Over 2nd Week!
 MICKEY ROONEY in
"A Yank at Eton"
 with EDMUND GWENN
 Added Feature
 The Affairs of Martha

PRINCESS Theatre

"THE BIG STREET"
 Starring HENRY FONDA
 LUCILLE BALL
 Added Feature
**"Mexican Spitfire's
 Elephant"**

LOEW'S THEATRE

IRVING BERLIN'S
"HOLIDAY INN"
 Starring BING CROSBY and
 FRED ASTAIRE
 MARJORIE REYNOLDS

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
 for
Canadian Homes

Tél. Lancaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis

1590, rue SAINT-DENIS
 (Bâtiment du Théâtre St-Denis)
 Spécialités:
 Bouquets de Noces, Tributs floraux
 Escompte de 10% aux lecteurs du
 "Monde Ouvrier"
 Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

NOTICE is hereby given that Frances Helen Shand Howell, of the City and District of Montreal in the Province of Quebec, married woman, presently residing at No. 32 St. Vincent Street, Part of Spain, Trinidad, British West Indies, will apply to the Parliament of Canada at the present session or the next session thereof, for a bill of divorce from her husband George Edward Howell, of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, Assistant Manager, on the grounds of adultery.

Dated at the City of Montreal in the Province of Quebec this 18th day of July, 1942.

HENRY BOULKIND,
 414 St. James Street, West,
 Montreal,
 Solicitor for Applicant.

Avis de l'Application pour Divorce
 Avis est ici donné que James William McDonald, de la Ville de Ville St-Pierre, dans le District de Montréal, dans la Province de Québec, Électicien, s'adressera au Parlement d'Ottawa, à la présente ou à la prochaine session des Chambres, pour obtenir un décret de divorce contre son épouse, Jean McKezgie Redfern McDonald, de la Ville de Verdun, dans le District de Montréal, pour cause d'adultère et de désertion.

Fait, signé et daté à Montréal ce 17ième jour d'août, 1942.

JOHN E. CRANKSHAW,
 Solicitor for Applicant.

Trade Unions Vital To Democracy

By BERNARD ROSE, K.C.

A great British statesman, the late Right Honourable W. E. Gladstone, declared that: "The trade union is the bulwark of Democracy".

It is pleasing to learn, that a member of the American Senate is of the same opinion as one of the Great Britain's former Prime Ministers. Senator Robert M. LaFollette, Jr. is regarded as a progressive thinker and a constructive legislator. His father, before him, did not hesitate to express his opinion in a frank manner. The LaFollettes, father and son, understand and appreciate the advantages of democracy. It is quite evident, that to them, it makes a very powerful appeal and that everything must be done to preserve it. The nazis, with their partners in world crime, are doing everything to destroy it.

The United Nations are ready to make any sacrifice required to maintain democracy which is now only possible by the utter destruction of all that savors of totalitarianism.

We realize that, unless the democracies win this battle of the ages, that all is lost and that, not only the present, but future generations will be enslaved for centuries.

In the democracies, the trade unions appreciate totalitarian peril in the same degree as do the leaders of the United Nations. Thus it is, that organized labour in Great Britain, the United States and Canada have gone on record in favour of doing everything humanly possible to build up so tremendous a supply of munitions and equipment that in quantity and the number of men using this equipment the Axis' powers will be overwhelmed. Discussing the measure which he introduced this year to deal with oppressive labour practices, Senator LaFollette said:

"What is this lesson of history written in this blood-bathed world? It is that the life of democracy now threatened by these same forces which confront us across the sea and at home, depends upon the preservation and protection of trade unions and collective bargaining both in times of foreign war or domestic emergency.

I plead not only with those who are personally or directly interested in labor's rights; I beseech all of those who have any stake in freedom — industrialists, newspaper editors, churchmen, and just plain citizens, indeed all men of good will. I ask you to rivet tight the armor of protection to our great trade union movement and the institution of collective bargaining".

If outstanding journalists, enlightened employers, and intelligent workers of both sexes, would share the view contained in the extract given from Senator La Follette's statement, it would create so intense a unit of all classes and so powerful a national solidarity, that every citizen would feel it incumbent upon him to give all that he can in effort and in resources to aid the government and the armed forces in striking the Axis in every part of the world where the conflict is presently raging.

We are now fighting for self preservation. We must win or die unless we prefer to live as slaves. To the principal democracies is given the greatest opportunity of all time to not only keep the banner of freedom flying but liberate the enslaved millions of the conquered countries.

Labour is, can, and must play its part in this terrible war. The trade union is representative of labour's ideals, economic, social and political. The individuals or groups who oppose organized labour are not in sympathy with democracy. The dictators of Germany and Italy were so fearful of the power of the trade unions and cooperative movements that, immediately upon assuming power, they destroyed them. This proves conclusively that, as Mr. Gladstone declared, "The trade union is the bulwark of Democracy".

A country that will not fully protect and encourage its workers to organize cannot be regarded as progressive or democratic. The day of the industrial autocrat is gone. Intelligent men and women who work for a living and can exercise the franchise have it within their power to make laws that will safeguard their right to organize and compel employers to enter into collective agreements, with their employees.

I think it can be laid down as a sound political axiom that as long as a nation's trade unions function freely, there is no danger to its political institutions or the liberties of its citizens.

Million Employed On War Construction Jobs

Half the total employment in the construction industry of the United States in June was at work on war construction projects of the Government, the Department of Labor reports.

War construction rolls accounted for 1,000,000 workers while employment on non-war construction projects had declined and numbered only 1,070,000 persons in June. Construction in war and non-war projects together employed 200,000 less persons this June than a year ago.

Non-war construction reached its highest peak since 1929 in September, 1940, just as the war construction program started to get underway, the Labor Department indicated.

Labor Shortage Acute In Sweden

Facing an acute labor shortage in its vital forestry industries Sweden's Labor Commission is reported to be anticipating an early application of the compulsory civilian service act of 1940.

Another 32,000 men are needed to cope with the extensive woodcutting program which exceeds pre-war level by 22 per cent, according to Stockholm news reports.

Owing to a decrease in shipments of coal and coke from Germany the need for firewood and charcoal has greatly increased in Sweden. Sawmills and pulp factories are still consuming great quantities of lumber and their requirements have not lessened while the amount of labor available for forestry has diminished considerably.

The Rationing of Beer

The British Tavern In Wartime

"Sir, Much has been written of the social value of the inn in war time and of the hidden dangers that are supposed to lurk behind the harmless recreations enjoyed by those who seek a change of environment in these times of stress. "Some well-meaning but misguided people believe that there is no such thing as a moderate drinker — that any man who has a glass of beer is not a good citizen and cannot give his best in the work that he is doing on behalf of his country. Surely nothing could be farther from the truth. In my experience the average beer-drinker is as good a man and as loyal a citizen as the average teetotaler, his religious convictions are no less sincere, and his generosity is much deeper.

"Many such good people come to church, although they are my parishioners; so, as an experiment, I am bringing the church to them. After the evening service on Sunday I visit their village club, where I conduct a short service, and later I join the members in a glass of beer and a friendly chat.

"Surely the small measure of relaxation as provided by inn or club is an ally to be enlisted, and not hindered, in the heavy task which lies before us." — Rev. George Hodgson, St. Paul's Vicarage, Monk Bretton, Yorkshire, England.

Backbone of England — Public House Bar . . .

"England's public house or 'Pub' is more than a counterpart of the U.S. saloon. It is every man's club, a meeting place for rich and poor, high and low. Next to the Church it does more than any other institution to solidify English life. Most Englishmen have their favorite pubs and there, besides their taste for alcohol, they liberally indulge their inclination for conversation. Talk in pubs comes closer to reflecting English thought than all the editorials in London." — "Life," June 3, 1940.

From the Church

"We agree that in wartime even more than in peace, man needs his cakes and ale, and we certainly have no sympathy with the demands of the correspondents of the 'British Weekly' that his ale should be cut down. One of these gentlemen declares that there are no

vitamins in beer, but are there any vitamins in the teetotaler's tea? We are all for a scientific diet, but man cannot live on vitamins alone. Beer is part of the Englishman's diet. It cheers and heartens. It is the accompaniment of simple friendliness. We are not concerned with the brewers' profits except that they are radically taxed. We are concerned with the little luxuries of little people, whose little luxuries are essential to content." — *The Church Times of London*, Eng., August 23rd, 1940.

From the Church

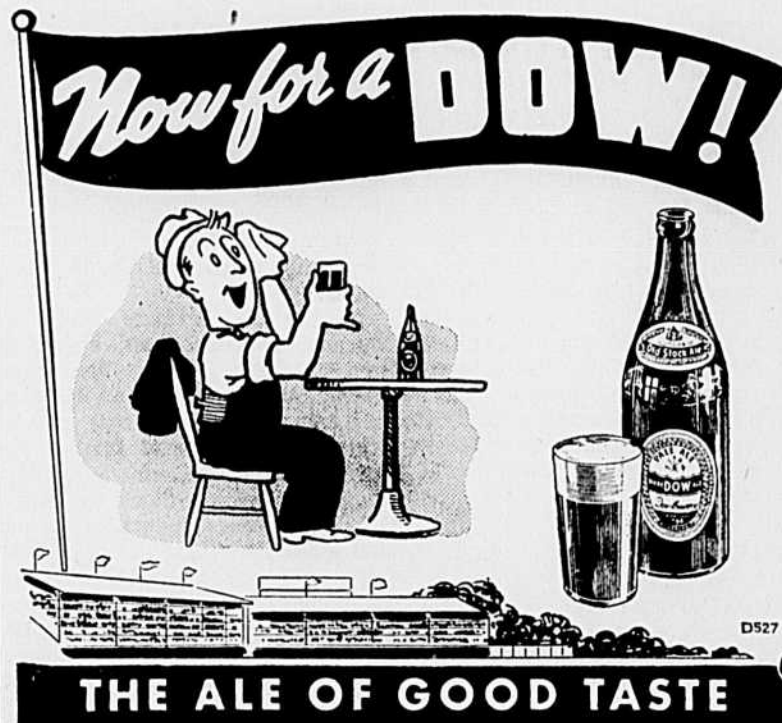
"In these days, it seems to me, the British pub, the people's club, has justified its existence as perhaps it never did before, for it has been the one human corner, a centre not of beer but bonhomie; the one place where after dark, the collective heart of the race could be seen and felt, heating resolute and strong." — A. P. Herbert, M.P.

A Soldier M.P.

"... The temperance Council must clearly understand that the national emergency is not a moment to introduce temperance propaganda under the cloak of national necessity. Beer is the innocent pleasure of many millions, especially among those who bear the brunt today. Chocolate and confectionery are other people's pleasure, and may have to be limited, but I am not going to be a party to discriminate against any one of them. "The men I have commanded, and served, since the beginning of the war, like their beer. Armament workers like theirs also, and as far as I am concerned they shall have it as long as it is possible to give it them. I cannot see the rationing of beer, and I do not see any connection between the saving of waste in foodstuff and the rationing of beer." — Hon. Quindon Hogg, Member of Parliament for Oxford City, November, 1940.

From the Church

"The epic story of the officer and the five men who saved St. Paul's from almost certain destruction by the gigantic time bomb has thrilled the whole nation, and it is also good to read of the gesture of the senior resident canon, Canon F. A. Cockin. Ten minutes after the bomb had been hauled out, he was standing the men pints of beer in an inn nearby." — *London Press*, 1940.



D527

RUMOR CLINIC

Prepared by the Canadian Column

Rumor Attack — Direct and Indirect

Specialists have learned, as the result of careful study and observation, that rumors generally fall into definite patterns or plots and that those readily classified as directly attacking some aspect of our War effort are usually the easiest to unearth and expose. They have also learned that many rumors which may be classified as indirect and which are repeated quite innocently by persons who probably imagine they are merely passing on a choice bit of gossip are just as harmful and sometimes more vicious.

The next time someone "in the know" whispers a story — Ask yourself if it directly or indirectly is likely to cause fear, confusion, disgust, worry, horror, disunity, dissatisfaction with our War effort, etc. If any of these things are likely to result, then, it is a damaging story and should not only be challenged but should not be repeated.

The rumors which follow illustrate the variety encountered and are as well examples of both direct and indirect attack on Canada's War effort.

Rumors have reached us from time to time which criticize the selection of sites for military camps or in some form attempt to create the impression that poor judgment and extravagance are common in the establishment of new military encampments. Recently, such rumors — the direct attack type — have obtained wide distribution in the Maritime Provinces.

The following facts were given in a statement recently issued by Brig. W.W. Foster, D. S. O., V. D., District Officer Commanding Military District No. 6:

"For sound military reasons, decisions have been made from time to time to construct new military encampments in Military District No. 6. Without knowing all the facts, presumably well-meaning persons have questioned the wisdom of some of these decisions.

"A common type of criticism is that which compares the number of military installations in this war with the smaller organization of the last war as proof of military "extravagance". Such a criticism is ridiculous on the face of it, because of the entirely different nature of this war; but unsuspecting persons circulate and magnify it, and the result may be to undermine confidence in the Army.

"Critics are heard to ask: "Why wasn't Aldershot Camp enlarged? Why aren't all the military centres lumped together and located at Aldershot or Derbert or Halifax? Such questions ignore the numerous difficulties of construction and supply, topography, transportation, administration, discipline, training and the tactical situation which in this province must be a governing factor.

"Conditions may exist which appear unsound to the uninformed, even unsound to the comparatively well-informed. Whatever the merits of military decisions, people should be on the alert to deal with fifth column rumors which may take the form of sweeping criticism of any of the services.

"I can assure the public that, in so far as the recent selection of sites for military camps are concerned, no other decision was possible which would do the work and safeguard the best interests of the Army and of the public.

"I suggest to the loyal citizen that his reply to such thoughtless criticism would be: "Do you know the facts? Are you doing your best to help? Criticism that stands up under these questions has to be very

sound criticism and is the sort that will aid, not hinder the war effort."

Here is another 'direct attack rumor' designed to create the impression of inefficiency in our War effort. We are happy to shine the light of truth upon this one.

RUMOR: "The Robert Mitchell company was closed down on making shells because they had made hundreds which were 2/1000 of an inch out. These shells had to be sent to a plant in Ontario to be buffed down to the proper size".

FACT: S. C. Holland, President and Managing Director, The Robert Mitchell Co. Limited, states:

"Our company was the first company in Canada in this war to make Brass Cartridge Cases, and up to the present time have, according to figures authorized by the Department of Munitions and Supply, produced well over 50% of all the Brass Cartridge Cases made in Canada since the start of the present war.

"There has been no shut-down whatsoever in any of our Plants, and no Cartridge Cases were sent to a plant in Ontario to be buffed down to proper size."

The following rumors are of the indirect type, designed to undermine public morale by causing confusion, worry and dissatisfaction.

RUMOR: "That Canadian bacon is shipped to England and then returned to Canada, to be sold as "Whiltshire" bacon, represented as an English product".

FACT: Mr. Claude Root, Manager of the Better Business Bureau, states that this illogical rumor has been thoroughly investigated by contact with a number of prominent and well-informed packing houses as well as retailers who sell what is known as "Whiltshire" bacon. The rumor itself has been found to be entirely groundless. While this "brand" of bacon is on sale by certain stores, it is emphasized that the name "Whiltshire" is merely a trade name indicating a type and cut of bacon produced in Canada and has long since out-ground any indication that it is actually produced in England. As an example, the name "Cheddar" as applied to Canadian cheese is used to denote a cheese of English type and is so well known to the Canadian public that there is no implication that it should be an English product. Obviously, with the acute shortage of shipping accommodation and the the urgent overseas demand for bacon, it would be absurd to think that bacon would be shipped to England and thence back to Canada for our markets."

RUMOR: "Butter will be rationed to extent of one ounce a week per person".

FACT: An Official of the Canadian Commodity Exchange Inc. states:

"Stocks of Creamery butter in Canada, September 1st, amounted to 50,476,395 pounds. Production during August showed an increase of 1.8% over last year and authorities are confident of further increase during the winter months. On the basis of Stock on hand, plus probable production, it is estimated that a minimum of 190,000,000 pounds of butter will be available to Canadian consumers during the period — September 1st, 1942 to April 30th, 1943. This means that with a population of 11,500,000 persons, every man, woman and child in Canada could have approximately 8 ounces per week. As many do not normally consume as much as this, there will actually be more for the others. Canadians are

heavy butter eaters, but this supply certainly should be enough for everyone."

The following appeared in a recent edition of the Boston Clinic and we think it well worth reprinting here.

Thomas P. McDonnell in an editorial on "The Meaning of Rumor" in the Hyde Park Tribune recently wrote:—"Rumor is you and I talking too much about things we do not know and things we do know. In either case, it is bad business . . . Rumor is a feather in the cap of the enemy . . . Rumor is someone with big ears listening to someone with a big mouth . . . To keep the sea lanes open, keep your mouth shut".

RUMOR: "4 carloads of high explosive shells which were loaded and ready for shipment from an important Munition Plant were found to have sand in the bearings of all the freight car wheels".

FACT: An Officer of the Department of Munitions and Supply, Ottawa, states: "There have been a number of investigations of rumors in this connection. Sand in boxes is quite common as boxes are not dustproof and there is no more trouble caused by this now than there was previous to the War. There is, however, more publicity given to this subject in time of war as all freight cars are thoroughly inspected before entering and leaving Munition plants, and should boxes be found without greasy cotton waste, lack of lubricant or having an excess amount of sand in the grease, the matter is reported for attention. Before the war, the inspection of boxes was left entirely to the Railroad companies."

Germany is attempting a new propaganda technique in Norway. Realizing that 99 per cent of the Norwegians loathe Quisling and despise the Nazis, the German army has quietly billeted a large number of special officers in Norwegian homes. They are the "old type" of Germans, mostly middle-aged reserve officers. They begin their work by distributing chocolate, coffee, cigarette to the families with whom they live. They indulge in "friendly discussions" with the parents. They pretend to admire the British, praising their courage. They apologize for Quisling and the Gestapo, promising that the people of Norway will be spared of both as soon as victory is won. Probably this new propaganda line comes too late, but it will bear watching.

YOU CAN HELP

Don't repeat rumors — Report them.

Write to the: Canadian Column, Transportation Building, Montreal. the CANADIAN COLUMN is a non-political, non-profit organization, with only one aim and purpose — to do anything within the power of its members to help Canada.

Magistrate: You say you were arrested while quietly attending to your business. What is your business?"

Prisoner: "I'm a burglar sir!"

"I don't suppose you've heard any more about the purse of your wife's that you lost?" Henpecked was asked.

"Yes, I have," he admitted sadly. "I've heard about it morning, noon and night ever since."

ORGANIZING THE UNORGANIZED

Milk Drivers

The Organizing Committee of the Trades and Labor Council which has been very busy organizing the unorganized in many fields has started a campaign to form a Milk Drivers Union in Montreal which would be under the jurisdiction of the Int. Bro. Teamsters and Chauffeurs. A meeting was held last Wednesday night and the majority of the Three hundred drivers present signed application cards to join the Union.

This new initiative on the part of the Committee is one which if it meets with success will bring realization to the hopes of trade-unionists in this City for many years. Many attempts have been made in the past to organize the teamsters, truck drivers and taxi chauffeurs but these Locals always broke up due to internal differences. We have full confidence that the Organizing Committee will this time form a solid organization which will be to the benefit of this class of worker in this City.

It is believed that Int. Bro. of Teamsters will send an organizer before very long to help the Committee to organize these workers.

Cigarette and Tobacco Workers

It is learned that Brother Duval of the Tobacco Workers Int. Union has now taken over complete charge of finishing the organizational work at the Imperial Tobacco and MacDonald Tobacco plants. These workers are now well on the way towards having a strong organization able to obtain for them a full measure of justice.

Brewery Workers

Representatives of the employees of the Molson's Brewery Limited, have now represented the officials of the Company with a tentative agreement and it is expected that negotiation will start shortly with a view to signing this agreement which will bring the wages of the employees of this Company to the level of those paid in Ontario.

The organizational work at the various plants of National Breweries has reached the stage where the Negotiating Committee is considering submitting an agreement to the management during the course of next week.

Here is one place at least where probably all the workers hope that there will no strike for, moderate in all things the organized worker still likes his beer.

Cigar Makers

This is one old organization we are pleased to see once again becoming active in Montreal and the Province of Quebec. Brother Ed. Kennedy, international vice-president of the Cigar Makers Union, is busily engaged in completing the organization of the several hundred cigar makers in Montreal; and it is believed will soon sign agreements with the various companies.

"Billionaire" Companies Grow

In sharp contrast to the last World War period there were only six companies in the "billion-dollar class." The United States now has 31 companies in the "billionaire" class each with assets of more than a billion dollars. These 31 enterprises whose aggregate assets total more than \$66,000,000,000 are the largest in history. The six companies in the billion-dollar class during World War I had assets amounting to less than \$10,000,000,000.

In 1941 there were 30 companies with assets of \$1,000,000,000 or more, 28 in 1939 and 1938, and 20 in 1929. Only three of the "billionaires" — each a bank — listed smaller assets this year than a year ago, a United Press survey has disclosed.

All of these "big businesses" are engaged in the war effort in one way or another — from the production of munitions and war supplies to the transportation of materials and troops and financing of the war program itself through investment of funds in government bonds.

The Bell System, comprising the American Telephone and Telegraph and subsidiary and affiliated companies, which operates 80 per cent of the telephones in the country, maintained its number one place with assets of \$5,893,765,919. The Metropolitan Life Insurance with assets of \$5,648,047,196 rated second. United Steel rated twelfth place and General Motors fifteenth. Four railroads are in the exclusive group: Pennsylvania Railroad was in ninth place; New York Central Railroad, fourteenth; Southern Pacific, sixteenth; and Santa Fe in twenty-first place.

For real refreshment
anytime...anywhere



say:
"MAKE MINE
MOLSON'S"